

XN - ABC-606-C
612.7

ECW/IANC/AGRI(SY)/1/5

C E D E A O --- U S A I D

APERCU SUR L'AGRICULTURE GUINEENNE

SYMPOSIUM SUR L'AGRICULTURE ET LES FACTEURS SUSCEP-
TIBLES DE STIMULER LA PRODUCTION ALIMENTAIRE.

ABIDJAN 9-13 AVRIL 1985

50

I. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU SECTEUR AGRICOLE

1. Généralités

L'agriculture occupe actuellement près de 22% de la population et contribue pour 42% environ au PIB. Le secteur rural a connu un déclin pendant les deux dernières décennies. La contribution de l'Agriculture au PIB est tombée de 46% en 1973 à 42% en 1981. Toutefois la production du secteur (Agriculture, élevage, pêche et forêts) s'est accrue à un taux estimé à 2% de 1973 à maintenant, taux inférieur à celui de la croissance de la population rurale pendant la même période.

Durant cette période de crise le sous-secteur des cultures de rapport a été le plus sérieusement touché d'où la part négligeable de l'Agriculture dans la valeur totale des exportations des dernières années.

De même, la production de riz n'a pas suivi le rythme d'accroissement de la population rurale d'où l'importance des importations qui approchent maintenant de 100.000 T/an.

La population totale est estimée à 6 millions d'habitants.

Les grandes zones écologiques et leur production

- Guinée maritime ou Basse Guinée

- . Riziculture aménagée mangrove et de bas-fond.
- . Palmier à huile
- . Fruits dont banane, mangue, ananas, orange etc..
- . Maraichage surtout . proximité des villes.
- . Arachide
- . Peu d'élevage.

- Moyenne Guinée au Fouta Djallon .

- . Agro-pastoralisme
- . Fruits et légumes dans les bas-fonds et les tapades
- . Arachide (région de Koundara et Gaoual).

- . Riziculture pluviale et irriguée (Gaoual et Koundara)
- . Maïs et fonio.

- Haute Guinée

- . Agro-pastoralisme
- . Coton
- . Fruits dont le manguier
- . Riziculture irriguée dans les vallées
- . Maïs et manioc
- . Tabac
- . Arachide.

- Guinée forestière

- . Riziculture de bas-fonds
- . Café-Cacao
- . Palmier à huile, hévéa
- . Exploitation forestière.

La superficie actuellement cultivée serait de 1,4 millions d'ha dont près de la moitié en riz, alors que la superficie nationale cultivable est estimée à 7 millions d'ha, ce qui représente environ les 30% du territoire.

2. La production Agricole

La politique agricole d'avant était avant tout axée sur le développement d'un secteur étatique puissant, intervenant au niveau de la production (complexes agro-industriels intégrés, FAPA fermes agricoles - communales etc...). De plus l'Etat contrôlait l'ensemble des activités agricoles à travers un système réglementaire très contraignant (prix officiels, monopole de l'exportation, collecte forcée etc..).

Cette politique s'est traduite par l'effondrement des exportations agricoles, la regression des production vivrières, l'accroissement des importations alimentaires et alourdissement des charges de l'Etat.

Les principales exportations agricoles café, ananas, banane, palmiste, tabac etc... ont fini par chuter terriblement.

La situation alimentaire s'est traduite par une insuffisance de la production et les importation de riz ont affecté les 100.000 T/an pour l'approvisionnement des grandes centres.

3. La production animale

On avait surtout mis l'accent sur les grands complexes étatiques, c'est à dire de grandes fermes gouvernementales (Ditinu, Famoila) les exploitations collectivistes (FAPA). Les éleveurs avaient été délaissés sauf pour les obliger à des prélèvements (10% du troupeau chaque année).

La commercialisation du bétail était l'exclusivité de l'Etat qui payait, lorsqu'il le faisait à des prix officiels très en dessous du prix réel. Ces contraintes poussaient les éleveurs à rechercher de plus en plus les marchés extérieurs plus rémunérateurs.

Le cheptel compte environ 2 millions de bovins de la race N'Dama et près de 1 million d'ovins et caprins.

4. Les Forêts

Les formations forestières comprennent :

La forêt dense :	900.000 ha
La savane :	12.000.000 ha
les mangroves :	260.000 ha
Forêts dégradées	1.700.000 ha.

Les ressources ne sont pas qualifiées mais pourraient représenter de 30 à 60 m³/ha de bois d'oeuvre en forêt de 10 à 30 m³/ha de bois énergie en savane et en mangrove. La consommation pourrait représenter actuellement de 170.000 m³/an pour le bois d'oeuvre et 10 million de stères/an de bois énergie.

Les actions forestières concernent pour le moment le reboisement (très faible envergure), la protection de certains grands bassins versants et la démonstration au niveau de l'exploitation, l'aménagement et la gestion.

Il y a lieu de définir une nouvelle politique forestière sur des bases rationnelles à partir des connaissances rassemblées.

5. La pêche

Le plateau continental guinéen dans sa ZEE couvre 56.000 km². Son potentiel exploitable serait très riche surtout en ressources pélagiques, sardines, le poisson baliste, les crustacés etc...

Toutes ces potentialités sont encore mal connues mais il semble se confirmer que des ressources diverses existent en quantité pour permettre un essor tant des pêches artisanales qu'industrielles. La création récente d'un Secrétariat d'Etat à la pêche au sein du Ministère du Développement Rural indique bien l'intérêt que le Gouvernement attache désormais à ce secteur vital.

II. LES PRINCIPALES CONTRAINTES PESANT SUR LE SECTEUR RURAL

1. Statistiques : Manque d'études de base approfondies, indispensables pour formuler une politique et une stratégie efficaces et pour déterminer les projets prioritaires.

2. Routes et transports : Mauvais état des routes de désertes et des moyens de transport déjà insuffisants, pénurie chronique en carburant et pièces de rechange.

3. Commercialisation et Prix

Une politique de prix, pas très adéquate, doublée de la médiocrité des circuits de commercialisation.

4. Recherche Agronomique

Pratiquement abandonnée mais des efforts sont déployés depuis 19⁰⁰ pour la reprise, surtout en ce qui concerne la recherche appliquée.

5. Intrants

Faible utilisation des intrants, résultat du faible niveau technologique ainsi que le manque de devises pour l'achat d'engrais, pesticides, produits vétérinaires, machines et outils agricoles.

6. Crédit agricole

Absence d'un système de crédit approprié. Les exploitations agricoles n'en ont pas encore bénéficié réellement.

7. Technologie

Mauvais choix technologique (importation massive et désordonnée de tracteurs).

8. Stockage

Inadéquation des infrastructures de stockage (silos et autres).

53

9. Agro-industrie

Peu efficiente manque d'intrants agricoles pour les
viteles agricole.

10. Détérioration des exportations agricoles et d'élevage.

Café

Banane

Ananas

qui avaient fait la richesse de la Guinée.

11. Formation

Insuffisance des cadres bien formés et inefficacité de
l'encadrement technique au niveau de la vulgarisation. Le rapport
entre cadres supérieurs (ingénieurs) et moyens (contrôleurs des
travaux agricoles est pratiquement de 1.

12 Irrégularité du régime pluviométrique

Sécheresse et fortes crues notamment au Nord du 10^e
parallèle.

13. Financement

Faible par rapport aux actions à entreprendre et mauvaise
planification, la majeure partie allait aux actions à caractère
étatique (FAPA)

14. Faiblesse des moyens de vulgarisation

Ce qui se traduit par l'insuffisance de dialogue entre
le monde paysan et l'administration de l'Agriculture.

III. STRATEGIE NOUVELLE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Un programme intérimaire de développement économique (1985-1987) vient d'être adopté. La priorité est à ce secteur (27 %). Les objectifs prioritaires consistent à orienter les efforts vers le monde paysan, grâce à une série d'actions visant à regagner sa confiance et à améliorer les conditions de la production.

La dynamisation du monde paysan demande que l'on mette en place des structures d'appui technique et de service faisant largement appel à l'initiative privée et aux organisations paysannes.

Plus précisément la stratégie de développement du secteur rural sera basée sur les principes suivants.

1. L'accroissement de l'efficacité des secteurs publics, des interventions de l'Etat et de la promotion du secteur privé notamment en procédant systématiquement aux études et aux évaluations des projets avant toute décision de réalisation.

2. Les méthodes de vulgarisation doivent tenir compte du système de production du paysan, des potentialités et des contraintes de l'écosystème dans lequel il vit pour définir un modèle amélioré de production à discuter avec lui.

3. Elaborer une politique cohérente des prix agricoles. Le prix à la production doit être garanti. Un pas important est déjà fait dans ce domaine (prix des produits d'exportation café, cacao, palmiste; libéralisation de la vente du riz et autres denrées alimentaires).

4. Lutte contre l'exode rural par l'amélioration des conditions de vie (puits, adduction d'eau, programme intégré de développement, création d'emplois en milieu rural).

5. Inventaire des potentialités au niveau des régions naturelles et élaboration de schémas directeurs de développement pour ces régions.

6. Organisation de l'approvisionnement en intrants des zones favorables et réceptives, à définir en tenant compte des contraintes agronomiques.

7. Amélioration des équipements des exploitations agricoles.

8. Mise en place des structures de production de semences améliorées.

9. Incitation à la mise en place de groupements libres pouvant assurer diverses fonctions au sein des communautés villageoises (commercialisation des produits agricoles, achat de biens de consommation).

10. Réhabilitation de la recherche agronomique.

11. Etudes des marchés en vue de l'exportation des produits (banane, ananas, agrumes, café, mangrones, palmistes).

12. Etude et reconversion des cadres agricoles dans le secteur privé.

13 Favoriser l'installation d'entreprises privées guinéennes et étrangères avec éventuellement la participation de l'Etat pour démarrer ces entreprises dans le cadre des sociétés mixtes.

1°. Terme d'études en vue de la préparation du plan de développement en cours.

- Inventaire forestier
- Recherche agronomique : planification et programmation de la recherche sur 10 ans.

- Programme national de production de semences et amélioration des productions végétales et animales.

- Etude d'une stratégie à long terme de la filière riz incluant la programmation des aménagements (autosuffisance alimentaire et exportation).

- Introduction de cultures de rente présentant des marchés potentiels intéressants ou pour approvisionner de nouvelles agro-industries. (Café, noix de coco, noix de palme etc...).

CONCLUSION

En cette phase critique de lancement du plan intérimaire de redressement national, la nouvelle stratégie met l'accent sur la réorganisation des structures de production, l'encadrement du monde paysan, le développement de la libre entreprise et du secteur privé.

Un accent tout particulier est mis sur la production vivrière en vue d'atteindre au plus tôt l'auto-suffisance alimentaire.

Pour atteindre ces objectifs, la coopération sous-régionale et régionale est aujourd'hui plus que jamais nécessaire tant il est vrai que les économies de nos différents Etats sont riches et variées mais complémentaires et surtout face aux difficultés alimentaires de plus en plus prononcées que nous vivons présentement.

La CEDEAO a un rôle de tout premier plan à jouer dans ce contexte.